

Sur les fondements de l'oppression des femmes

Réponse à Antoine Artous

Cet article ne veut pas réfuter point par point les thèses défendues par Antoine Artous dans le présent numéro. Une partie résulte d'une élaboration commune et ne prête pas à discussion ; la volonté de dégager en quoi le capitalisme a remodelé l'oppression des femmes, la nécessaire critique de Engels sont des présupposés d'analyse juste ; de même nous nous trouverons d'accord sur la longue partie de son article concernant la nature du travail ménager, et je n'y reviendrai pas ici. Par contre, l'essentiel de la thèse concernant le rapport société marchande/capitalisme/oppression des femmes me semble très confus, avec une vision simplificatrice des changements opérés par le capitalisme dans la condition des femmes. Il me semble pour le moins nécessaire d'apporter des précisions.

La thèse de Antoine Artous

Antoine Artous critique fort justement Engels d'avoir pensé que l'insertion relativement massive des femmes dans la sphère de la production

suffisait à assurer leur émancipation. L'étude de la société actuelle, cent ans après *l'Origine de la famille*, est édifiante. Selon A.A., l'erreur d'Engels est de ne pas avoir aperçu le processus contradictoire du traitement de l'oppression des femmes par le capitalisme : salarisation certes, mais surtout et en même temps, enfermement dans la famille. En effet, le capitalisme étant la généralisation de la marchandise pousse dans ses ultimes conséquences la division du travail et l'opposition entre l'univers de la production marchande et la sphère de la reproduction. Les femmes se trouvent alors incarner le groupe social affecté à la reproduction privée et leur statut spécifique dans la société capitaliste, y compris dans leur rapport au travail productif, est marqué par cette appartenance au monde de la reproduction domestique (les femmes sont prolétarisées comme femmes, avec de bas salaires et dans des métiers féminins). Cette situation tranche avec les modes de production précapitalistes où existait sans doute une division du travail entre hommes et femmes ; mais où production et reproduction n'étaient pas étroitement séparées et où les femmes participaient à l'une et l'autre de ces activités. Avec le capitalisme apparaît une nouvelle famille détachée de la production, refermée sur elle-même (contrairement à la famille ouverte à un système de relations plus large des périodes précapitalistes) ; adossée à la progression de l'Etat bourgeois, cette famille incarne le privé, ensemble des valeurs novatrices coupées de l'univers social du producteur, lui-même séparé du monde de l'action politique. Donc, le statut des femmes empire selon A. A. Certaines citations sont significatives : « *Cela ne signifie pas que les femmes ne participent plus à la production ; elles le font dans des conditions beaucoup plus défavorables.* » A l'inverse on apprend que les modes de production précapitalistes étaient plus favorables aux femmes : « *Une imbrication très forte des rapports de parenté avec les rapports de production et les rapports politiques et donc une situation plus favorable des femmes.* » Le capitalisme est présenté comme un achèvement : « *Le capitalisme est l'aboutissement du processus d'enfermement des femmes dans le travail domestique.* »

Il faut reconnaître à A. A. qu'il décrit maintenant cet « *aboutissement* » en proie aux contradictions du « troisième âge » qui salarie plus massivement les femmes, et socialise tendanciellement les tâches domestiques.

Il faut reconnaître à A. A. qu'il décrit maintenant cet « *aboutissement* » en proie aux contradictions du « troisième âge » qui salarie plus massivement les femmes, et socialise tendanciellement les tâches domestiques.

Cette thèse est séduisante par sa cohérence apparente et les prétentions de véracité qu'elle tire de faits que nul ne saurait nier : le capitalisme offre

l'image d'une stricte division du travail, son avènement est suivi par la naissance d'une nouvelle famille. Mais ce que A. A. saisit mal, c'est que le statut des femmes n'est pas la projection mécanique de cette évolution.

Une première question s'impose. Si le capitalisme réalise « l'aboutissement » de l'enfermement des femmes dans une famille coupée de la production, cette situation doit s'incarner dans une période historique. Or, si l'on tente une périodisation, on cherchera vainement l'accomplissement de cette tendance. Durant la période du capitalisme sauvage (grossièrement la deuxième moitié du XIX^e siècle, en France), la majorité de la population reste paysanne ; les femmes participent à la production agricole comme dans toute société précapitaliste ; c'est aussi le cas dans la petite bourgeoisie traditionnelle (commerce, artisanat) ; par contre, les conditions de travail dans la classe ouvrière sont telles qu'il n'y a pratiquement plus, pendant quelques décennies, de famille ouvrière et donc pas d'enfermement des femmes, lequel serait donc le fait de la bourgeoisie et de certains secteurs de la petite bourgeoisie (femmes de médecins, de notaires, etc.).

Si l'on dégage une deuxième période où le capitalisme progresse lentement dans la pénétration de la formation sociale française mais où le mouvement ouvrier a gagné une série de mesures protectrices (fin XIX^e, jusqu'à 1945), il apparaît sans doute une famille ouvrière sur le modèle de la famille bourgeoise, mais la majorité des femmes de la classe ouvrière travaille à l'extérieur. Le secteur numériquement (et non économiquement) dominant reste l'ensemble paysannerie-artisanat. A cela, il faut ajouter que toutes les classes de la société sont vigoureusement malthusiennes, ce qui implique un rapport mère/enfant (unique) sensiblement différent de ce que décrit A. A.

Enfin la troisième période correspond au troisième âge du capitalisme, période dont A. A. dit fort justement qu'elle incarne un renversement de tendance et une crise de la famille bourgeoise.

Voilà donc un « aboutissement » qui n'a jamais abouti, historiquement court-circuité par les contractions relatives tantôt à l'emprise du passé, tantôt à son propre dépassement. Le concept d'« aboutissement » est d'ailleurs curieux, lorsqu'il est appliqué à un processus social dont les marxistes pensèrent jusqu'à présent que l'essence était le mouvement par continuité et dépassement.

Le problème est que A. A. réduit mécaniquement deux niveaux l'un à l'autre : famille et statut des femmes. Il a parfaitement raison de souligner que la famille bourgeoise est marquée par la coupure production/reproduction, qu'elle incarne le privé face à l'univers social et politique. Mais cette constatation n'épuise pas la question du statut des femmes ; c'est un paramètre pour mesurer ce statut, ce n'est point le seul ; et on a vu comment il s'applique contradictoirement. Si la famille a bien changé de fonction sous le capitalisme, le traitement opéré sur le statut féminin

est plus complexe, précisément parce que celui-ci dépend de l'ensemble des rapports sociaux, et au premier chef de l'évolution de l'Etat.

Le statut des femmes dans les sociétés précapitalistes

A. A. s'interroge peu sur les mécanismes de fonctionnement des sociétés précapitalistes. De l'Antiquité à nos sociétés paysannes de l'Ancien Régime, le trait commun est la dilution de l'autorité — monopolisée aujourd'hui par l'Etat — à tous les niveaux de la formation sociale : les rapports de pouvoir sont intimement mêlés aux rapports de production sans qu'intervienne la moindre séparation entre d'un côté la loi, le droit et de l'autre les relations entre les sujets du processus économique : autorité absolue du maître sur l'esclave ; autorité judiciaire, militaire, fiscale du seigneur sur les paysans ; droit de correction et de contrôle des activités des serviteurs libres par leurs maîtres, les serviteurs étant considérés sur le plan juridique comme des enfants du maître. Le statut des femmes reflète étroitement cette situation, à la différence que le contrôle ne doit pas seulement s'exercer sur leur force de travail, mais aussi sur leur capacité de reproduction biologique. Je reviendrai sur le problème des origines de l'oppression à la fin de cet article ; mais dans toutes les sociétés historiques (à l'exception de la société capitaliste), les femmes sont propriété des hommes. Ceci se traduit par l'absence d'existence légale comme individu, le devoir d'obéissance ... A. A. le signale d'ailleurs dans son article, pour annoncer que le troisième âge annonce la fin de cet état mais non pour en tirer les conclusions qui s'imposent. Cette propriété des femmes par les hommes (qui se nuance suivant les périodes et les sociétés) est indispensable au bon fonctionnement des sociétés précapitalistes ; elle s'enracine dans la structure familiale qui n'est pas seulement unité de production et de consommation, mais aussi unité de pouvoir, les deux fonctions étant inséparables. La famille où règne l'autorité du père contrôle la production des enfants par le contrôle du corps des femmes. Tous les démographes estiment que la taille de la famille dépend de normes fixées par la communauté :

« Le travail des femmes comprenait la sexualité et la reproduction : elles devaient satisfaire leurs époux à la demande et produire autant d'enfants que la norme de la communauté l'exigeait (1). »

La plupart des sociétés précapitalistes ont une attitude extrêmement

(1) Edward Shorter : *Naissance de la famille moderne*, Seuil, p. 93.

violente à l'égard de l'adultère féminin (exemple : la lapidation des Hébreux, le code d'honneur de la Sicile actuelle ou des pays arabes) ; le contrôle des naissances est abandonné au mari (dans les sociétés antiques, en Chine encore récemment, le mari peut accepter ou refuser le nouveau-né, qui peut-être « exposé », surtout si c'est une fille ; il a le devoir social de le tuer lui-même s'il représente des malformations). Ces droits ont disparu en Occident chrétien, mais bien des pratiques similaires se sont maintenues. Cette situation ne renvoie pas uniquement à la volonté de transmettre ses biens à ses enfants légitimes comme le pensait Engels ; elle découle du fait que les enfants apportent leur force de travail et qu'il faut donc contrôler leur nombre et leur sexe : en faire assez pour que survivent un ou deux fils destinés à entretenir les parents âgés ou malades ; ne pas avoir trop de filles qu'il faudra presque toujours doter.

A ce contrôle des femmes comme reproductrices, s'ajoute l'appropriation de leur force de travail. A. A. se trompe lourdement quand il affirme que le statut social des femmes est meilleur parce qu'elles participent massivement à la production. Cette affirmation contenue dans Engels, qui situe d'ailleurs l'enfermement des femmes dans la famille à l'apparition des rapports marchands, est curieuse. Ce qui fait le privilège d'une situation sociale, en société précapitaliste, ce n'est pas l'insertion dans la production, (ou alors quoi de plus favorisé que les esclaves de l'Antiquité ?), c'est la possession des moyens de production et la place dans les rapports hiérarchiques : libre/non libre, noble/non noble, etc.

Or, les femmes ont rarement accès à la propriété de la terre et des moyens de production ; soit elles sont des incapables juridiques totales, soit elles héritent dans des conditions particulières comme fille unique ou veuve. Mais dans ces derniers cas, il est rare que la communauté familiale ou sociale ne les déssaisisse de ces avantages au profit d'un homme : la veuve hébraïque doit épouser son beau-frère ; l'héritière grecque, son oncle ; dans l'Europe féodale, la femme qui hérite d'un fief doit en principe épouser l'homme que lui choisit son seigneur. Dans tous les autres cas, la femme est une étrangère dans la famille du mari, avec sa dot pour toute possession. Ecartée de la propriété, la femme ne jouit nullement de ce « rapport de force socio-politique » dont parle A. A.

Quant à la participation à la production elle-même, la démonstration de A. A. n'insiste pas assez sur le fait que, comme aux plus beaux temps du capitalisme, elle est surdéterminée par l'appartenance au groupe dépendant et inférieur des femmes. La division du travail au sein de la communauté paysanne, entre tâches féminines et masculines, est infiniment plus stricte que dans la période actuelle. Hommes et femmes ne partagent aucune activité. Le tableau de E. Shorter (*op. cit.* p. 87) est révélateur :

Division des tâches par sexes au sein de
la maisonnée rurale traditionnelle

	<i>tâches féminines</i>	<i>tâches masculines</i>
<i>intérieur de la maison</i>	<i>soins des enfants cuisine ménage comptes de la maison artisanat rural</i>	<i>allumage du four comptes de la ferme</i>
	<i>tâches féminines</i>	<i>tâches masculines</i>
<i>extérieur de la maison</i>	<i>collecte du bois transport de l'eau jardin potager soins de la basse-cour et de la laiterie vente des produits de la basse-cour et de la laiterie vannage désherbage conserves de porc</i>	<i>stockage du vin nourriture du bétail (selon) vente du bétail entretien du matériel agricole bêchage labourage fauchage abattage des porcs</i>

Toute transgression était immédiatement punie par la communauté. Cette séparation est fondamentalement inégalitaire. Les femmes effectuent souvent les travaux les plus pénibles et ceux-ci sont réputés dégradants. A l'extérieur de la famille, les femmes exercent uniquement des métiers féminins dont la définition varie selon les lieux et les époques : filage, médecine (parce que sages-femmes), artisanats spécifiques ; les gains et les conditions de travail sont toujours plus mauvais que ceux des hommes. Un scribe de l'Ancienne Egypte, énumérant les métiers indépendants des villes, use de l'expression « *malheureux comme une femme* ». Comment en serait-il autrement d'ailleurs, puisque ce qui caractérise les femmes, c'est leur statut de dépendance qui conditionne leur rapport au travail.

A. A. surestime, en outre, la nouveauté de l'affermement des femmes dans les tâches de reproduction coupées de la production. Ce fut, en effet, toujours le cas pour les femmes des classes supérieures : l'Athénienne enfermée dans le gynécée, l'aristocrate romaine, la châtelaine médiévale, la femme du marchand aisé dès le XIV^e siècle. Mais pour la masse des autres femmes, ce qui dominait socialement, ce n'était pas leur participa-

tion à la production, d'autant que la plupart de leurs activités étaient extérieures à l'économie de marché ; c'était bien leur rôle spécifique dans les tâches domestiques, avec pour corollaire un enfermement très réel dans la maison. Dans la plupart des sociétés antiques, dans les sociétés orientales jusqu'à la période actuelle, les femmes ont besoin de l'autorisation du mari pour sortir ; dans l'Europe médiévale et d'Ancien Régime, les usages sont plus souples mais le confinement au foyer demeure. « *Jamais femme ni cochon ne doivent quitter la maison* », affirme l'un des trois cents adages de nos provinces sur la question. Autrement dit, l'opposition entre production pour le marché schématiquement réservé aux hommes et production de valeur d'usage réservée aux femmes existe avant le capitalisme ; celui-ci a établi une coupure géographique entre les deux sphères, il a attiré dans l'univers marchand une partie des activités qui en étaient exclues auparavant, mais la division sexuelle des rôles était déjà donnée.

Il va sans dire que toute activité d'ordre politique est exclue du statut des femmes, sauf dans le cas, unique, où la femme est l'héritière d'une dynastie royale suffisamment stabilisée pour que la fonction et le symbole comptent davantage que l'individu qui l'incarne. L'exemple donné par A.A. de la Fronde, dernière révolte nobiliaire où les femmes auraient exercé un rôle plus important qu'après l'avènement de la bourgeoisie, n'est nullement probant. Il ne s'agit pas de démontrer que quelques femmes ont participé de fait à la vie politique ; il est peu de sociétés où ce ne fut pas le cas, surtout dans les périodes où l'ordre chancelle. Que A. A. abandonne la lecture du Cardinal de Retz pour celle de Balzac, il verra que les femmes intriguent autant dans les salons bourgeois du XIX^e siècle que dans les salons précieux du début du XVII^e. Le problème est de cerner ce qui, dans une société donnée, empêche la masse des femmes de participer de droit et de fait à la vie politique.

En résumé, les femmes dans les sociétés précapitalistes sont davantage des marchandises échangées par les familles que des individus ; leur statut est fonction de leur dépendance presque totale et de leur spécialisation dans les tâches de reproduction de l'espèce et dans les tâches domestiques. En sorte que la largeur de la famille (clan ou unité nucléaire), son ouverture à l'extérieur sont des données d'importance très relative pour la condition des femmes.

Est-ce à dire que rien n'a changé depuis la nuit des temps ? Ce serait absurde. Mais la transformation apportée par le capitalisme n'est pas exactement là où veut la voir A. A.

Etat bourgeois et statut des femmes

La partie consacrée par A. A. au rapport Etat/famille est la plus pau-

vre de tout son article. Il se borne à constater, avec le capitalisme, la fermeture de la famille qui se retranche en unité séparée du corps social et l'apparition de la notion de vie privée opposée à la vie publique, les femmes incarnant le privé. Cette dernière constatation est loin d'être fautive ; cette incarnation du privé par les femmes est d'ailleurs plus large que leur statut d'épouse et de mère décrit par A. A. En effet, nous avons vu que ce qui caractérise les sociétés précapitalistes, c'est la dispersion de l'autorité à tous les niveaux du corps social ; ces sociétés sont fondamentalement inégalitaires et dotées d'une pesanteur reproduite par l'imbrication complexe de hiérarchies inviolables ; hiérarchies de naissance, de fonction, de groupes d'âge, de sexe. De plus, elles sont morcelées, fragmentées en groupes sociaux multiples unifiés de même par la fonction, le rang, le sexe, etc. Cette situation faisait écrire à Marx que l'analyse de ces sociétés posait des problèmes théoriques infiniment plus complexes que le capitalisme où s'opposent avec netteté des classes antagoniques. Or, l'Etat moderne, incarnation abstraite du droit au-dessus des classes et des groupes, n'a pu se construire que par le cassage de ces différents groupes sociaux et l'atomisation des individus face à lui. La famille bourgeoise repliée sur elle-même, coupée du contexte social, des réseaux de solidarité antérieurs, illustre cette perte de pouvoir socio-politique au profit de l'Etat. Il est donc tout à fait imprécis de dire que la bourgeoisie a entraîné un renforcement de la famille ; elle a peu à peu créé une autre famille, en vidant l'ancienne de sa fonction politique au sens large. Ce que A. A. décrit comme fondement économique de la nouvelle famille (séparation production/reproduction) n'intervient que plus tard dans la genèse de celle-ci ; l'opposition entre le lieu de production pour le marché et le lieu de créations de valeurs d'usage naît à la révolution industrielle (XIX^e siècle). Il y a longtemps que la famille bourgeoise a triomphé, même dans les couches populaires — dès le début du XVIII^e siècle dans la paysannerie, selon P. Ariès (2). Par conséquent, la mutation fondamentale opérée par le capitalisme sur le statut des femmes ne tient pas tellement à leur enfermement plus radical dans les tâches domestiques, à un nouveau rapport à la production, elle est contenue dans la relation entre cette nouvelle famille et l'Etat. En effet, l'Etat bourgeois exige l'atomisation des individus et donc, tendanciellement, leur égalité formelle ; les femmes, loin de perdre « un certain pouvoir social », gagnent au change. Ceci n'est nullement particulier à l'Etat bourgeois. Dans l'histoire, tout renforcement de l'état par rapport à une société où dominait un réseau de grandes familles a produit les mêmes effets, qu'il s'agisse d'une amélioration dans le droit ou dans les mœurs. Dans l'Egypte ancienne, les femmes héritent et gèrent

(2) Philippe Ariès : *L'Enfant et la Vie familiale sous l'Ancien Régime*, Seuil.

leurs biens aux époques de la puissance pharaonique ; elles perdent ces droits dans les périodes de domination « féodale ». Les Romains sont plus libres sous l'Empire qu'au début de la République. En France, au Moyen Age, les XII^e et XIII^e siècles, où la monarchie se renforce, voient une amélioration notable dans les moeurs si le droit évolue peu (c'est l'époque de la littérature courtoise et de l'établissement du culte marial par l'Eglise). Les troubles du XIV^e siècle entraînent une régression.

Femmes et travail

Contrairement à ce que dit A. A., la séparation entre rapports de parenté et rapports de production est favorable aux femmes, du moins pour celles qui travaillent à l'extérieur. Comme chacun le sait, le capital a besoin de travailleurs et de travailleuses libres. La volonté de l'Etat de limiter toute autorité extérieure à lui et de casser les anciennes hiérarchies, les nécessités économiques du capital qui exigent la liberté juridique de ceux qui vendent leur force de travail, tels sont les éléments qui dominent dans le rapport capitalisme/statut des femmes.

Il est évident qu'il s'agit d'un processus tendanciel qui ne se réalise pleinement que lorsque disparaissent les séquelles des modes de production précapitalistes et des contradictions conjoncturelles inhérentes à certaines phases de développement capitaliste. C'est ainsi que le Code Napoléon maintient (il n'innove pas) l'autorité absolue du mari sur la femme ; mais les femmes accèdent à l'égalité devant la propriété : le Code civil institue, en effet, le partage égal entre les héritiers des terres et des biens. On ne saurait sous-estimer la nouveauté radicale de cette mesure qui démembra l'édifice politico-économique de l'Ancien Régime ; les paysans s'insurgèrent contre le « hachoir du sol français » et inventèrent mille détours pour ne pas l'appliquer (pression à l'abandon de ses droits au profit de l'aîné mâle, ou de celui qui reste à la terre ; limitation des naissances).

Lorsque Marx décrit le capitalisme, il reste prisonnier d'une vision de rapports de propriété entre hommes et femmes :

« L'emploi capitaliste du machinisme altère foncièrement le contrat dont la première condition était que le capitaliste et l'ouvrier devaient se présenter en face l'un de l'autre comme personnes libres, marchands tous les deux, l'un possesseur d'argent ou de moyens de production, l'autre possesseur de force de travail. Tout cela est renversé dès que le capital achète des mineurs. Jadis l'ouvrier vendait sa propre force de travail dont il pouvait librement disposer, maintenant, il vend femme et enfants, il devient marchand d'esclaves. » (Le Capital.)

La constatation faite par Marx de la vente par l'ouvrier de sa femme et de ses enfants traduit une réalité conjoncturelle. Le capitalisme s'est servi des formes de domination précapitalistes pour augmenter ses profits en même temps qu'il détruisait les anciens rapports sociaux. Il y a là une contradiction importante. A chaque époque de son développement, le capitalisme a utilisé des groupes sociaux infériorisés pour réaliser des surprofits. Les femmes en sont un bon exemple, et cela dès l'apparition du capitalisme marchand au XIV^e siècle ; si l'écart entre les salaires féminins et les salaires masculins s'accroît alors, ce n'est pas tant, comme le dit A. A., que les femmes aient acquis un nouveau statut d'enfermement dans la famille, mais la systématisation de la logique du profit. Comme l'a bien vu Marx, les femmes au même titre que les paysans récemment prolétariés et non qualifiés fournissent du travail à bon marché, ce qui n'est pas le cas des anciens artisans. C'est la volonté de réaliser des surprofits qui maintient encore les femmes dans des métiers spécialisés tout autant que la projection dans le travail de leur fonction dans la famille. En effet, les métiers féminins sont d'abord sous-payés et dévalorisés, même s'ils sont qualifiés. Le métier d'enseignant était masculin avant la guerre, de même que la plupart des professions de la Fonction publique. Les statistiques montrent aujourd'hui que ce sont ces secteurs, depuis féminisés, qui ont vu leur pouvoir d'achat le plus atteint relativement aux autres couches. Sans parler du prestige qui s'est effondré beaucoup plus vite que les salaires.

Le capital utilise une situation globale de domination héritée de modes de production antérieurs. Une analogie avec les travailleurs immigrés n'est pas sans fondement. Cette attitude du capital est entrée en conflit avec la logique égalisatrice de l'Etat : c'est ainsi qu'aujourd'hui, pour un travail strictement identique, les femmes reçoivent le même salaire : c'est aussi pourquoi les femmes font rarement les mêmes travaux que les hommes. Si les femmes ne descendent plus à la mine mais font de la dactylo, ce n'est pas tant parce que la famille a changé, c'est parce que le capitalisme a aménagé une de ses contradictions.

Fonction de la famille sous le capitalisme

Le capitalisme n'a pas, comme le dit A. A., fourni une nouvelle base économique à la famille ; il a, au contraire, vidé celle-ci d'une grande partie de ses anciennes fonctions. Il n'a pas fallu le troisième âge pour que les aliments de base (pain, viande, légumes), les vêtements ne soient plus produits à la maison. Quant au troisième âge, Mandel démontre fort bien qu'il entraîne la socialisation accrue de tâches autrefois privées, et même la relativisation de la consommation familiale au profit de la consomma-

tion individuelle. Dès le XVI^e siècle se généralisent hôpitaux et asiles ; les collèges pour l'éducation des enfants apparaissent et concernent même les filles (Saint-Cyr créé par Mme de Maintenon pour les jeunes filles nobles et pauvres). On sait que la révolution industrielle française coïncide exactement avec l'école obligatoire. La perpétuation des travaux domestiques dans le cadre privé traduit l'incapacité conjoncturelle du capitalisme à socialiser pour le marché tous les secteurs de production. C'est conjoncturellement que le travail gratuit des femmes sert indirectement au capitalisme, mais non structurellement comme l'affirme le Collectif italien (*Etre exploitée*, éditions Des femmes). Est-ce à dire que la famille bourgeoise est un simple reliquat de modes de production antérieurs, appelée à disparaître comme le pensait Engels ? Evidemment non. Mais point n'est besoin de lui trouver une nouvelle base économique essentielle à la logique du système, comme le fait A. A., pour le démontrer. En plus de son rôle important d'unité de consommation, la famille bourgeoise est dotée de deux fonctions essentiellement politiques, en rapport direct avec les structures étatiques bourgeoises : la séparation entre l'homme privé et le citoyen-producteur — je renvoie ici à l'article de A. A. — et la socialisation des enfants. Encore cette dernière fonction n'est-elle ni réservée à la seule famille ni seulement politique. En effet, la famille mononucléaire actuelle est aussi une réalité biologique, qui s'impose comme une donnée « naturelle ». C'est le cadre où le jeune enfant accède au langage, à la conscience de soi dans la relation sociale établie avec ses parents. Il ne s'agit donc pas d'une institution de même nature que n'importe quel appareil d'Etat, et son existence et sa subversion posent bien d'autres problèmes.

Quelques précisions sur le débat sur l'existence d'une lutte de sexes

A. A. n'aborde pas cette question, pourtant en débat aujourd'hui dans les courants féministes et dans l'extrême gauche. Toute sa démarche tend d'ailleurs à esquiver le problème. Et il est pour le moins curieux de parler des rapports de parenté dans les sociétés précapitalistes sans les spécifier nettement pour ce qu'ils sont : rapports de domination des hommes sur les femmes appuyés sur le droit et l'infériorité économique des femmes. E. Shorter cite un exemple fort significatif : dans certaines régions, la maîtresse de maison n'avait pas le droit de donner des ordres aux serviteurs mâles, la supériorité de sexe l'emportant sur la supériorité de classe. Ces sociétés fonctionnent par délégation de pouvoir à tous les niveaux, l'opposition entre le groupe des hommes et le groupe des femmes se dessine nettement, tant par la division du travail que par une relation stricte

entre inférieur et supérieur. Sans doute, l'existence de classes sociales vient-elle brouiller les cartes, sans doute toutes les femmes sont-elles solidaires des intérêts de leur classe et de leur caste, mais leur statut de femme leur confère une unité de destin infiniment plus forte qu'aujourd'hui. La châtelaine médiévale, marchandise volontiers transférée d'un mari à l'autre par sa famille, son seigneur, ou le roi, souvent battue ou violée par son époux, menacée de mort en cas d'infidélité, a rarement de quoi se considérer comme une privilégiée. Bien souvent servantes et maîtresses partagent les mêmes activités, voire les mêmes transgressions (les sorcières ont compté parmi elles des femmes d'un rang social élevé). L'habitat n'est d'ailleurs pas séparé : riches et pauvres se côtoient dans les mêmes maisons, les mêmes quartiers — c'est la bourgeoisie qui invente la ségrégation de l'espace. Aussi l'opposition des sexes est-elle ressentie avec force. La situation s'est sensiblement modifiée avec le capitalisme et l'affrontement entre classes antagonistes rend très relatifs les multiples réseaux de domination antérieurs. Parler de lutte de sexes aujourd'hui est ambigu parce que le singulier du mot lutte suppose une oppression indifférenciée selon les classes et la possibilité de l'affirmation sur la scène politique d'un groupe social des femmes avec un programme unique. Pour autant, il s'agit de comprendre que l'utilisation par le capital de l'infériorité des femmes ne se fait pas directement (comme pour les travailleurs immigrés) mais par la médiation d'un rapport de domination hérité entre hommes et femmes. Cette domination a été pourvue, certes, d'un contenu différent, mais elle subsiste appuyée sur la volonté de surexploiter les femmes et l'appropriation/transformation par le système de la dévalorisation ancestrale. Elle se traduit par des privilèges matériels (sur-salaire des hommes ; possibilité d'obtenir du travail domestique des femmes) et idéologiques ; l'ensemble est si peu négligeable qu'il obscurcit la conscience de classe et produit une oppression violente. Les hommes se sont vus maintenir par le capital un statut collectif d'opresseurs qui fonctionne avec une certaine autonomie (notamment sous ses formes les plus violentes). Cette situation justifie que l'on parle de conflits de sexes en utilisant un pluriel qui indique leur morcellement par les classes. L'enracinement de cette domination, qui se traduit parfois par des formes très archaïques à une époque où le racisme jouit de la réprobation générale et où les droits de l'homme sont la référence obligée, ne laisse pas d'étonner. C'est que le rapport homme/femme a des implications dans la structuration de la personnalité que n'a aucune autre relation sociale, même les rapports de classes. Est-ce faire de la psychanalyse de bazar que de dire que l'accession au langage, au symbolique, se fait sous l'égide de la différenciation sexuelle et sous une forme où cette différence implique la dévalorisation du sexe féminin ?

C'est parce que nous reconnaissons une autonomie à l'univers symbolique

que nous affirmons que la subversion des rapports sociaux capitalistes ne suffira pas à libérer les femmes.

Sur l'origine de l'oppression

Dans ses notes de lecture, A. A., après avoir à juste titre récusé la thèse du matriarcat primitif d'Engels, rejoint les positions de Godelier et de Meillassoux selon lesquelles l'oppression des hommes sur les femmes dans les sociétés primitives serait imputable au faible développement des forces productives qui transforme l'inégalité devant la reproduction de l'espèce en un grave handicap pour les femmes. C'est, en d'autres termes, considérer cette domination comme immédiate à toute forme d'organisation sociale primitive. L'argument des forces productives ne me paraîtra jamais convaincant, bien que je doute, avec A. A., qu'il y ait jamais de certitudes sur cette question des origines. En effet, la fonction de reproduction n'est pas un handicap en soi ; on peut fort bien estimer que le contrôle des enfants est un privilège naturellement donné aux femmes dans une société où la force de travail est plus importante que les moyens de production. Les femmes auraient pu en tirer pouvoir pour assujettir les hommes. C'est à l'inverse que nous assistons dans presque toutes les sociétés connues. A moins de tomber dans une imagerie naturaliste sur la force physique ou l'instinct sexuel plus fort des hommes, on est obligé de considérer la domination des hommes sur les femmes comme un processus de prise de pouvoir. A partir de là, on peut émettre des hypothèses dont la plus vraisemblable est que la division du travail a enfermé les femmes dans des tâches devenues moins importantes pour l'ensemble de la société, à mesure que celle-ci dépassait le stade de la prédation.

« Si l'on établit la matrice des différentes opérations impliquées dans les divers procès de production, on constate que toutes les opérations complexes, celles qui sont stratégiques dans la transformation de la nature, sont réalisées par les hommes, et souvent en coopération : défricher, entourer les jardins de palissades contre les cochons sauvages ou domestiques, creuser des canaux d'irrigation, construire les filtres et les fours à sel, chasser le cochon sauvage, etc., sont tâches masculines (3). »

On peut penser aussi que l'infériorité naturelle des hommes dans le

(3) M. Godelier et P. Bonte : « Le problème des formes et des fondements de la domination masculine », *Cahier du CERM*.

contrôle de la reproduction de l'espèce a nécessité leur regroupement contre les femmes. On réfléchit rarement à cette banalité que les femmes peuvent se passer des hommes (le mythe très masculin des Amazones prévoit une rencontre par an pour reproduire l'espèce) tandis que les hommes ne peuvent se passer des femmes et doivent donc, à cette étape de l'humanité, se les soumettre.

A. A. me reproche de parler, à ce stade, de lutte de sexes et d'assimiler ce conflit à une lutte de classes. Assurément, hommes et femmes dans ces sociétés ne constituent pas des classes au sens classique du terme, mais il serait absurde d'opposer radicalement sociétés de classe et sociétés préclassistes, ne serait-ce parce que la formation des classes résulte d'un processus long et complexe. Les sociétés primitives vivent sur des formes de domination qui infériorisent des groupes entiers en raison de leur fonction ou de leur sexe. C'est ainsi que, souvent, les forgerons chargés de la fabrication des outils de travail et de la guerre, qui entretiennent un rapport terrifiant avec le feu, sont l'objet de tabous et d'une constante dévalorisation (4). On voit que c'est l'importance même de leur fonction pour le groupe qui rend nécessaire, comme pour les femmes, un contrôle plus strict. Ces formes de domination ne sont pas statiques. L'exemple des forgerons qui fournissent, par les outils, les moyens d'accumuler des surplus traduit une spécialisation qui transcende l'ordre tribal axé sur la division du travail selon les sexes. Une autre forme de domination est l'existence de castes de chefs et/ou sorciers. La mise en place de ces réseaux de domination peut donner une idée de ce que fut la prise du pouvoir par les hommes. Quant aux preuves de cette lutte des sexes primitive, ce n'est pas, comme le dit A. A., parce que Meillassoux n'en parle pas qu'elle n'existe pas. Non point sous la forme de documents irréfutables mais à travers des mythes à décoder, et les œuvres d'art. La plupart des cosmogonies de la Grèce et de l'Inde en passant par les tribus africaines parlent de la situation épouvantable qui existait à la création de la terre : le désordre né de la domination d'une ou de déesses, ou de leur simple indépendance par rapport aux dieux mâles. On peut aligner cinq cents mythes de toutes origines qui détaillent les mille astuces employées par les simples mortels pour arracher le pouvoir aux femmes. Le matricide est un thème dominant dans la mythologie grecque ; Eschyle écrit une trilogie pour le justifier, en plein V^e siècle athénien. L'art paléolithique (époque de la prédation) ne fournit guère que des représentations féminines aux organes génitaux fortement soulignés ; on date de la fin du néolithique (installation des sociétés agricoles) les premiers phallus appelés à un brillant avenir. On date aussi avec précision le moment où les panthéons archaïques ont vu la

(4) Laura Lévi-Makarius : *le Sacré et la Violation des interdits*.

grande déesse accueillir d'abord un simple parèdre (compagnon/amant), puis se faire chasser par le parèdre devenu dieu souverain. Si tout cela — et on pourrait continuer à fournir bien d'autres exemples — ne traduit pas un renversement des valeurs et un changement dans les rapports de forces hommes/femmes, c'est que nos ancêtres mâles avaient bien de l'imagination.

Frédérique Vinteuil
Le 21 octobre 1977